

## MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

**ABEST**  
*Ingénierie*

Maître d'œuvre :

**Bureau ABEST**

75 rue Dérobert

73400 UGINE

Tél : 04 79 89 75 75 - Fax : 04 79 89 75 76



Maître d'ouvrage :

**CNSNMM - Centre national de ski nordique et de moyenne montagne**

1848 route des Pessettes - 39220 PREMANON

Tél : 03 84 60 78 37



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Assistant au maître d'ouvrage :

**DDT – Direction départementale du territoire du Jura**

4 rue du curé Marion

39000 LONS LE SAUNIER

Tél : 03 84 86 80 00

### **RENOVATION ET MISE A NIVEAU DU STADE DES TUFFES JOJ LAUSANNE 2020 – PREMANON / LES ROUSSES**

#### **Lot n° 1 : Démolition tremplin existant**

Date et heure limites de réception des offres

**Vendredi 7 juillet 2017 à 12 heures**

### **Règlement de la consultation**

ABEST –16-076-1 –DCE				
INDICE	DATE	ETAB.	VERIF.	OBSERVATIONS - MODIFICATIONS
0	16/06/17	MBB	DL	Première diffusion DCE
A	20/06/17	MBB	DL	Modifications suite aux remarques du MO

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
<b>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
2.1 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	3
2.2 - VARIANTES	3
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.4 - MODE DE REGLEMENT ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
2.5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	4
<b>ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS</b>	<b>4</b>
3.1 - MAITRISE D'ŒUVRE	4
3.2 - CONTROLE TECHNIQUE	4
3.3 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	4
3.3.1 - PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	4
<b>ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>5</b>
5.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE	5
5.2 -VARIANTES	6
<b>ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</b>	<b>7</b>
7.1 – TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	7
7.2 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE	8
<b>ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>8</b>
8.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	8
8.2 - VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	9

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### **ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION**

#### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne :

**Rénovation et mise à niveau du stade des Tuffes – JOJ Lausanne 2020 – PREMANON / LES ROUSSES**  
**Lot n° 1 : Démolition tremplin existant**  
*Démolition de l'ancien tremplin de saut à ski*

Lieu(x) d'exécution : **PREMANON - Stade des Tuffes.**

#### 1.2 - Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

#### 1.3 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

#### 1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

#### 1.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont : **Travaux de démolition (451111009).**

### **ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

#### 2.1 - Durée - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés. A titre indicatif, les travaux débuteront mi-juillet 2017.

#### 2.2 - Variantes

Les concurrents doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base). Mais ils peuvent également présenter, conformément à l'article 58 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, une offre comportant des variantes, dans le respect des prescriptions du CCTP et du CCE.

### 2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.4 - Mode de règlement et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### 2.5 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles 13 et 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

## **ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS**

### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par : **ABEST** - 75 rue Dérobert - 73400 UGINE.

Le maître d'œuvre est : **M. Damien LAFAVERGES, représenté par M. Benoit BORREL.**

### 3.2 - Contrôle technique

Les travaux du présent marché sont soumis au contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 dans les conditions du C.C.A.P.

### 3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les prestations, objet de la présente consultation, relèvent du niveau II de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

#### 3.3.1 - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Les entreprises seront tenues de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

## **ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC).
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
- Le cahier des clauses environnementales (CCE).
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).
- Le bordereau des prix unitaires (BP).
- Le détail estimatif (DE).
- Le projet.

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement aux adresses électroniques suivantes : **[www.marchespublics.ledauphine-legales.com/accueil.htm](http://www.marchespublics.ledauphine-legales.com/accueil.htm)** ou **[www.cnsnmm.sports.gouv.fr](http://www.cnsnmm.sports.gouv.fr)**.  
Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

## **ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### **5.1 - Documents à produire**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

#### **Pièces de la candidature :**

Les candidats doivent utiliser les formulaires **DC1** (lettre de candidature) et **DC2** (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr). Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la **situation juridique** de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Les renseignements concernant la **capacité économique et financière** de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
- Déclaration appropriée de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Les renseignements concernant les **références professionnelles et la capacité technique** de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat.
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat.
- Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**NOTA :** Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 7 jours.

**Pièces de l'offre :**

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat, à dater et à signer.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, à dater et à signer.
- Le cahier des clauses environnementales (CCE) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, à dater et à signer.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, à dater et à signer.
- Un mémoire des moyens mis en œuvre et un descriptif des matériaux utilisés selon les exigences du CCTP.
- Le bordereau des prix unitaires (BP) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat, à dater et à signer.
- Le détail estimatif (DE) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat, à dater et à signer.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

**ATTENTION :** Il est rappelé aux candidats qu'ils sont autorisés à compléter les pièces du DCE sans apporter de modifications. En cas de modifications des pièces du DCE, l'offre sera rejetée.

**5.2 -Variantes**

Les candidats présenteront un dossier général « variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

**ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

**Conformité de l'offre au code des marchés publics**  
**Justifications administratives**  
**Capacités du candidat à réaliser des travaux similaires**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
<b>Critère : Prix des prestations</b>	<b>60%</b>
<b>Critère : Méthodologie, moyen et produits mis en œuvre</b>	<b>40%</b>
Délai d'exécution des travaux	15%
Démarche environnementale et recyclage	15%
Analyse des travaux et organisation du chantier	10%

**Prix des prestations - Offre la moins coûteuse = 60 points**

$$\text{Note du candidat} = 60 \times (\text{montant offre minimum})^2 / (\text{montant offre candidat})^2$$

**Méthodologie et moyens mis en œuvre - notée sur 40 points, avec les notations suivantes, selon les critères :**

Nombre de points accordés résultant de l'analyse des sous-critères :	Sous-critères notés sur :	
	10	15
Pas de renseignement fourni par le candidat :	0	0
Les renseignements ne sont pas suffisants :	2	3
Les renseignements sont partiellement suffisants :	4	6
Les renseignements sont suffisants et répondent aux attentes minimales :	6	9
Les renseignements sont bons et sensiblement avantageux par rapport aux autres candidats :	8	12
Les renseignements sont très intéressants et avantageux par rapport aux autres candidats :	10	15

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de négocier en retenant les 5 meilleures offres du classement provisoire, d'après l'analyse du maître d'œuvre. A l'issue de la négociation, l'attribution du marché est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète, méconnaissant la législation en vigueur ou excédant les crédits budgétaires alloués au contrat pourra être régularisée à l'issue de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Le pouvoir adjudicateur pourra toutefois attribuer le contrat sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations de l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

**ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS**

**7.1 – Transmission sous support papier**

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

**Rénovation et mise à niveau du stade des Tuffes – JOJ Lausanne 2020 – PREMANON / LES ROUSSES  
Lot n° 1 : Démolition tremplin existant**

**NE PAS OUVRIR**

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

**CNSNMM  
1848 route des Pessettes - 39220 PREMANON**

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu.

### 7.2 – Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur préconise la transmission des documents par voie papier mais accepte les plis adressés par voie électronique aux l'adresses suivantes : **[www.marchespublics.ledauphine-legales.com/accueil.htm](http://www.marchespublics.ledauphine-legales.com/accueil.htm)** ou **[www.cnsnmm.sports.gouv.fr](http://www.cnsnmm.sports.gouv.fr)**. Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (référentiel général de sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

## **ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

### 8.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite à :



**Renseignement(s) administratif(s) :**

**CNSNMM**

**1848 route des Pessettes**

**39220 PREMANON**

**M. Nicolas MICHAUD**

**Renseignement(s) technique(s) :**

**ABEST**

**75 rue Dérobert**

**73400 UGINE**

**M. Benoit BORREL**

Les candidats pourront également transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : **[www.marchespublics.ledauphine-legales.com/accueil.htm](http://www.marchespublics.ledauphine-legales.com/accueil.htm)** ou **[www.cnsnmm.sports.gouv.fr](http://www.cnsnmm.sports.gouv.fr)**.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

**8.2 - Visites sur sites et/ou consultations sur place**

Les visites sur site sont libres et conseillées.